

Rapport sur la traite des personnes

Publié par le bureau de surveillance et de combat de la Traite des Personnes du 4 juin 2008

<http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2008/>

LA BELGIQUE (Catégorie 1)

Présentation du pays

La Belgique est un pays de transit et de destination pour la traite des hommes, des femmes et des fillettes qui sont victimes du travail forcé et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Les femmes et les fillettes victimes de la traite sexuelle à des fins commerciales viennent principalement du Nigeria, de la Russie, de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Roumaine et de la République populaire de Chine et transitent par la Belgique vers d'autres pays européens comme le Royaume-Uni par exemple. Les hommes envoyés en Belgique sont victimes du travail forcé dans des restaurants, des bars, des ateliers clandestins et des chantiers de construction. Les ONG font état dans leurs rapports d'une augmentation alarmante du nombre de mineurs non accompagnés entrant dans le pays, devenant facilement victimes de la traite des enfants.

Le gouvernement belge satisfait pleinement aux normes minimales applicables en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Le gouvernement poursuit de manière proactive ses investigations dans ce domaine et finance les ONG pour venir en aide aux victimes ; le gouvernement fait cependant remarquer que de nombreuses victimes choisissent de ne pas recevoir l'aide ni la protection des pouvoirs publics. La Belgique n'a pas lancé de campagne visant à réduire la demande en mettant l'accent sur les actes sexuels à finalité commerciale dans son industrie légale du sexe utilisé à des fins commerciales ; elle a toutefois élaboré un plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains durant la période considérée.

Recommandations faites à la Belgique : accroître les efforts destinés à augmenter la prise de conscience en matière de demande d'actes sexuels à finalité commerciale commis et du tourisme sexuel des enfants pratiqué par des ressortissants belges ; améliorer la collecte de données relatives à l'application de la loi et à l'aide apportée aux victimes, y compris sur le nombre de permis de séjour délivrés et les rapatriements effectués par les forces de l'ordre ; renforcer la protection des mineurs non accompagnés vulnérables aux trafiquants en Belgique ; formaliser et systématiser les procédures de contrôle pour identifier les victimes potentielles dans le commerce sexuel à des fins commerciales ; et envisager officiellement la possibilité de permettre à toutes les victimes d'obtenir le statut de résident indépendamment de l'issue des poursuites judiciaires.

Poursuites

Le gouvernement belge a déployé en 2007 des efforts soutenus pour faire appliquer la loi et lutter contre la traite des êtres humains. La Belgique interdit toutes formes de traite des êtres humains par le biais d'un amendement apporté en 2005 à sa loi de 1995 contenant des dispositions visant à réprimer la traite des personnes. Après amendement, la peine maximale prescrite par la loi quelle que soit la forme de la traite est de 30 ans d'emprisonnement ; elle est suffisamment sévère et correspond aux sanctions prescrites pour le viol. En 2007, les autorités ont fait enquête sur 500 affaires de traite d'être humains ; les données officielles quant au nombre de dossiers n'ont pas encore été publiées. En 2006, année la plus récente pour laquelle des statistiques

complètes sur les poursuites en justice sont disponibles, les pouvoirs publics ont instruit 451 affaires de traite des êtres humains. En 2005, année la plus récente pour laquelle des statistiques complètes sur les condamnations sont disponibles, les pouvoirs publics ont condamné 282 trafiquants. Les peines prononcées ont été de une à dix ans d'emprisonnement. Pour combattre la traite des êtres humains, des cartes d'identité spéciales sont délivrées au personnel chargé d'effectuer le ménage dans les ambassades et dont les employeurs peuvent être dans le système belge poursuivis devant les tribunaux du travail.

Protection

Le gouvernement a continué à financer en 2007 trois ONG qui abritent et protègent les victimes de la traite des être humains. En 2007, les trois centres d'hébergement spécialisés ont accueilli 619 victimes, les autorités relevant toutefois que 176 victimes seulement ont accepté une assistance. La différence entre le nombre de victimes identifiées et de personnes ayant reçu une protection en Belgique est commentée dans une étude réalisée en 2007 par une université belge. Cette étude a démontré qu'entre 1999 et 2005, la plupart des victimes de la traite des êtres humaines signalées aux trois refuges sont disparues après avoir été enregistrées, seuls 2,2 % remplissant in fine les conditions pour obtenir le statut de victime. Les autorités dans les grandes villes ont pris des mesures pour limiter la croissance des quartiers chauds autorisés et ont à l'occasion fermé des maisons closes. Le gouvernement n'a pas employé de procédures formelles pour identifier les victimes parmi les prostituées ou dans d'autres groupes vulnérables, mais la police a déclaré dans plusieurs arrondissements avoir eu recours à la législation de 2005 contre la traite des être humains pour identifier les victimes possibles et les signaler aux refuges. Le gouvernement encourage les victimes à participer aux enquêtes sur la traite des êtres humains et aux poursuites judiciaires en fournissant un statut de résident à court terme à celles qui aident les autorités. Les victimes peuvent également obtenir un permis de séjour définitif lorsque leurs trafiquants ont été condamnés. Si le trafiquant n'est pas condamné, le droit belge prévoit toutefois que les victimes peuvent rentrer dans leur pays d'origine dans certaines circonstances limitées et uniquement après un examen rigoureux de la part des autorités de l'immigration. Toutes les victimes identifiées en 2007 ont été à même de rester en Belgique. Les victimes identifiées ne sont pas indûment incarcérées, condamnées à payer des amendes ni à purger une peine pour des actes illicites commis de par le fait d'avoir directement été victimes de la traite des êtres humains.

Prévention

En 2007, les pouvoirs publics ont continué de financer les activités de deux ONG qui accroissent la sensibilisation du public à l'égard de la prostitution infantile et mène inlassablement des campagnes de prévention de la traite des êtres humains. Une commission gouvernementale a mis au point en 2007 un plan d'action national pour s'opposer à la traite des êtres humains. Les troupes belges sont formées à la problématique de la traite des être humains avant d'être déployées à l'étranger dans des missions de maintien de la paix. La Belgique n'a pas mené de campagne de prévention ciblée sur la réduction de la demande nationale d'actes sexuels à finalité commerciale dans son commerce légal et réglementé du sexe utilisé à des fins commerciales. Elle a mené une campagne d'information sur le tourisme responsable en plaçant des affiches dans les aéroports et les gares de chemin de fer. Le gouvernement considère le tourisme sexuel des enfants comme étant un problème important et dispose d'une loi extraterritoriale permettant de poursuivre ses ressortissants pour cause de maltraitance des enfants à l'étranger.